

L'argent peut-il résoudre le problème du développement de l'Afrique?



Un débat entre :

Ashraf Ghani, Donald Kaberuka, Edward Green, Iqbal Z. Quadir, James Shikwati, Professor James Tooley, James Tooley & William Easterly



UnMondeLibre

Droits individuels, liberté économique, paix

JOHN TEMPLETON FOUNDATION

SUPPORTING SCIENCE ~ INVESTING IN THE BIG QUESTIONS

Ashraf Ghani



OUI

S'il est investi dans le renforcement des capacités africaines pour intégrer le continent dans les réseaux mondiaux de connaissance, de création de la prospérité et de la stabilité. Cela signifie affronter et surmonter un triple échec : la corruption et l'abus de pouvoir de la part des gouvernements africains, les pratiques prédatrices de la part des industries extractives, et le gaspillage des ressources par un système d'aide non coordonné et inefficace.

L'Afrique acquerra une voix forte quand elle sera représentée par des leaders et des gestionnaires crédibles. Ces gens-là ne peuvent émerger sans investissement dans des institutions appropriées. Actuellement, environ 5 milliards \$ par année sont fournis sous la forme d'une assistance technique pour répondre aux exigences des bailleurs de fonds. Orienter une partie de cet argent vers l'investissement dans des institutions crédibles permettra l'émergence de décideurs impliqués dans un changement positif.

Un nouveau pas a été franchi avec l'Initiative pour la Transparence des Industries Extractives (ITIE). Puisque l'état de droit est essentiel à la responsabilisation et à la transparence, les mécanismes à court, moyen et long terme pour garantir une utilisation adéquate des ressources naturelles en Afrique sont nécessaires. Pour créer un pied d'égalité juridique, les intérêts de l'Afrique doivent être représentés par les meilleurs juristes du monde, et les revenus de l'industrie extractive doivent être divulgués publiquement.

Les entrepreneurs africains font face à d'importantes contraintes nationales et internationales pour le développement de leurs entreprises. Bien qu'il y ait une législation favorable en Europe et en Amérique du Nord pour les exportations africaines, l'accès à l'information qui permet à l'Afrique de bénéficier de ces lois est limité. Les connaissances nécessaires pour tirer parti de la législation existent au sein de sociétés qui mènent un effort au niveau mondial en matière de responsabilité sociale des entreprises et en matière d'entrepreneuriat social. Ces organisations pourraient collaborer avec des hommes d'affaires africains pour permettre aux exportations d'atteindre le niveau de conformité requis par les pays développés.

La planification des infrastructures en Afrique n'a ni permis l'intégration sous-régionale et régionale, ni l'amélioration de l'accès de l'Afrique aux marchés mondiaux. Comme une infrastructure fiable est un préalable à la participation dans l'économie mondiale, l'horizon stratégique pour l'infrastructure en Afrique doit être compris entre dix et vingt ans. Une telle stratégie nécessite que le système d'aide passe à des cycles budgétaires sur trois ans (au lieu de un actuellement) pour des mécanismes de financement à long terme, prévisibles (comme des fonds fiduciaires) qui garantiront l'utilisation efficace des ressources.

On sait que les pauvres sont capables à la fois d'établir des priorités et de gérer l'utilisation de ressources limitées. Une approche programmatique, à l'instar de la réussite des programmes de développement rural en Afghanistan et en Indonésie, permettrait aux segments les plus exclus de la population africaine de devenir des acteurs dans les systèmes de bonne gouvernance et de porter eux-mêmes le développement.

Après de nombreuses décennies, certains dirigeants africains donnent l'exemple aux autres en



laissant volontairement leur fauteuil. Toutefois, la gouvernance en Afrique n'est pas encore fondée sur une approche de construction de l'État incluant à la fois des droits et des obligations envers les populations et les autres pays. Les États africains doivent entrer dans un double contrat : avec leurs citoyens, sur des critères mesurables pour l'exécution des fonctions de l'Etat, et avec la communauté internationale, sur les systèmes de responsabilisation et de transparence. Alors seulement pourrons nous juger de l'efficacité de l'État et assurer que des stratégies de long terme de renforcement de l'État sont en place pour un investissement durable sur un minimum de vingt années nécessaires pour un changement lui aussi durable.

Il est temps de répondre aux besoins de l'Afrique de manière sérieuse et d'exploiter le potentiel qu'elle a, et ce, par un engagement de la communauté internationale - un engagement similaire à celui passé en faveur des pays décimés après la Seconde Guerre mondiale. Les circonstances peuvent être différentes en Afrique, mais l'imagination et les ressources nécessaires sont les mêmes et les coûts d'un échec seraient tout aussi dévastateurs.

Ashraf Ghani est président de l'Institute for State Effectiveness (Institut l'Efficacité de l'État). Il a été conseiller auprès de l'ONU pour la construction de l'Accord de Bonn pour l'Afghanistan, et a été ministre des Finances de l'Afghanistan de 2002 à 2004.



Dr. Donald Kaberuka



NON

Pas tant que il y a des questions telles que les conflits violents et prolongés, la mauvaise gouvernance, une ingérence extérieure excessive, et l'absence d'un espace politique autonome. Seul, l'argent ne peut résoudre les problèmes de développement de l'Afrique. Preuve, s'il en était besoin, est le fait que beaucoup des pays de l'Afrique qui sont riches en ressources naturelles atteignent un score très faible dans le classement de l'indicateur de développement humain.

Les défis du développement de l'Afrique sont à multiples facettes. L'histoire coloniale apparaît encore importante. L'argent ne peut pas effacer cette histoire. Cinq décennies après l'indépendance, nous sommes toujours aux prises avec la construction de l'État-nation. D'une part, des nations entières ont été séparées par des frontières artificielles pour former des pays indépendants, tandis que d'autre part, plusieurs États-nations ont été regroupés au sein de ces mêmes frontières artificiellement délimitées. A ce tableau déjà complexe a été ajouté l'impact des rivalités entre les grandes puissances durant la guerre froide, dont les effets ont touché l'Afrique.

Aucune somme d'argent ne peut bâtir la confiance endommagée entre un gouvernement et ses citoyens. Des décennies de gouvernance politique et économique défectueuse, et l'incapacité des gouvernements post-indépendance de tenir les promesses de l'indépendance ont généré la désillusion et conduit à des attentes insatisfaites, ouvrant la voie à la dictature, la disparition de l'état de droit, les conflits ethniques, et le chaos économique et social. Dans les cas extrêmes, ces conditions conduisent naturellement à une chaîne d'États faibles ou faillis. Cela dit, nous devons prendre conscience que l'argent est toujours nécessaire et que l'Afrique aura, pendant un certain temps, besoin de soutien externe au moyen de financements concessionnels, étant donné ses ressources limitées en épargne intérieure. Rappelez-vous, 40% des Africains vivent dans des États enclavés, souvent éloignés de 2000 km d'un port maritime. La construction d'infrastructures qui relie les pays et d'élargissement du marché et de la diversité exigent des ressources importantes ; de même que la lutte contre le SIDA et l'éducation des enfants de l'Afrique.

Le côté positif est que la nouvelle génération de dirigeants africains est déterminée à faire la différence. Au cours des deux dernières années, l'Afrique a accompli des progrès substantiels sur les plans économique et de la gouvernance. Nous sommes encouragés par les réformes macroéconomiques et structurelles fortes et soutenues d'une part, et par une meilleure gouvernance de l'autre. On s'oriente donc vers la réduction des risques et du coût des affaires, ce qui permet de stimuler les investissements nationaux et étrangers, seul moyen de créer de la richesse.

Enfin, on doit donner à l'Afrique une chance de bien s'intégrer à l'environnement commercial mondial afin de soutenir la croissance. Cela ne se produira pas si les engagements internationaux tels que ceux pris à Gleneagles, au sommet du G8 ne sont pas remplis. Le cycle de négociations commerciales de Doha doit réussir. Ces négociations ont été appelées un Cycle du Développement, car elles portent les intérêts des pays en développement comme ceux d'Afrique. Au bout du compte, nous sommes tous enfants de Dieu et il nous a donné un monde dans lequel nous sommes interdépendants.

Dr Donald Kaberuka est le président de la Banque africaine de développement et était auparavant ministre des Finances du Rwanda.



Edward Green



NON

Nous devrions en avoir pris conscience aujourd'hui. Les pays donateurs ont dépensé des milliards de dollars pour des programmes de développement en Afrique postcoloniale, et pourtant le résultat est maigre, au-delà de la dépendance et la corruption. En dépit de cela, la politique actuelle et le sentiment général semblent inexorablement prôner cette même recette qui pourtant ne marche pas. Des stars de cinéma et de la musique Pop rejoignent des célébrités universitaires pour tenter de culpabiliser les nations riches et de les pousser à s'engager dans des financements toujours plus importants de lutte contre la pauvreté en Afrique, la maladie du continent. Cette mentalité de « projet grandiose » est restée hermétique au feedback que l'échec des programmes aurait dû fournir. En ce qui concerne les bénéficiaires, on trouve un colonialisme psychologique qui a lavé le cerveau des pauvres en leur faisant croire que les solutions à leurs problèmes se trouvent dans le savoir-faire technique et les largesses des pays riches. Un livre récent, *Le fardeau de l'homme blanc*, écrit par William Easterly, défie l'« ingénierie sociale utopique » des experts internationaux du développement qu'il appelle les *planistes*, pour qui la pauvreté est un problème d'ingénierie avec des solutions techniques qu'eux seuls peuvent concocter. Ce dont on a besoin, ce sont plutôt les *essayeurs*, qui vont en Afrique avec humilité, l'esprit ouvert, et la capacité d'apprendre et de discerner ce qui fonctionne et ce qui ne fonctionne pas, dans différents contextes culturels.

5

La santé publique est l'un des rares domaines de développement qui ait obtenu quelques vrais résultats durables. Pourtant, lorsqu'on examine la réponse occidentale au SIDA, l'un des pires problèmes de l'Afrique, on constate que chaque erreur commise par les planistes au cours du demi-siècle passé y a été répliquée. Les preuves s'accumulent pour montrer que le modèle biomédical occidental de la prévention du SIDA - les préservatifs, les antibiotiques pour les infections sexuellement transmissibles, et les tests d'infection par le VIH - a été largement inefficace en Afrique. Plus récemment, des milliards de dollars ont été consacrés au traitement du SIDA avec des médicaments antirétroviraux coûteux, une intervention de santé publique sans précédent avec des effets encore inconnus sur l'avenir de la pandémie. La disponibilité de ces médicaments n'a pas réduit le taux de nouvelles infections au VIH aux États-Unis. Le SIDA en Afrique est causé principalement par les hommes et les femmes qui ont plusieurs partenaires sexuels. Le modèle global de prévention met l'accent sur les dispositifs médicaux et ne promeut pas activement la réduction des partenaires, ou ne se penche pas sur le problème des partenaires sexuels multiples - rejetant cela à tort comme un régime d'abstinence. Pourtant, en grande partie avant que les conseillers techniques occidentaux ne se soient présentés, l'Ouganda a élaboré sa propre réponse au SIDA basée sur le bon sens, de solides principes de santé publique, et une compatibilité culturelle et religieuse. L'accent mis sur la réduction des partenaires a été adapté au type d'épidémie généralisée auquel l'Ouganda faisait face. La prévalence du VIH a diminué de deux tiers entre 1992-2004, un record. Le coût? Pendant les premières années du changement majeur de comportement, 0,23 \$ par personne, par an. Pendant ce temps, l'investissement dans la prévention du sida par habitant en Afrique du Sud et au Botswana, où les approches favorisées par l'Occident, ont un coût cent fois plus élevé. Pourtant, ces pays ont une prévalence du VIH parmi les plus élevées et il a été difficile de démontrer l'impact de ces programmes coûteux sur l'essentiel : les taux d'infection par le VIH. Hélas, la plupart des donateurs occidentaux semblent n'avoir rien appris de tout cela. Tant qu'il n'y aura pas d'évaluation objective de la situation, les pays riches continueront à répéter les erreurs du passé.



Edward Green est le directeur du Projet de prévention du SIDA au Centre d'études sur la population et le développement de Harvard.

Iqbal Quadir Z.



SEULEMENT SI ...

Il permet l'émancipation des citoyens. Les entrepreneurs africains sont la clé au problème du développement de l'Afrique. Ce sont eux qui peuvent stimuler la croissance économique de leur continent et ce sont eux qui peuvent rendre leurs gouvernements meilleurs. Si l'argent est investi pour mobiliser le potentiel organique transformatif des entrepreneurs locaux, l'Afrique se développera. Si l'argent est versé dans les bureaucraties gouvernementales - qui freinent ces entrepreneurs - l'Afrique continuera à dépérir.

Les sommes importantes versées aux gouvernements en Afrique favorisent, comme ailleurs, la bureaucratie et l'étatisme. Cet argent facile n'incite pas les gouvernements à tenter d'augmenter les recettes fiscales en encourageant la croissance économique. En outre, les actifs économiques sont souvent conservés entre les mains de l'État, conduisant à des monopoles, à la stagnation, et à un racket potentiel. Cerise amère sur le gâteau, plus les tracasseries administratives s'accroissent, plus les entrepreneurs sont découragés et il s'ensuit un cercle vicieux.

6

Il y a de nombreux cas où l'argent affecté à des entrepreneurs et des ONG a fait des merveilles en Afrique. Ces exemples sont souvent cités par les gourous du développement qui invoquent le fait que l'aide en général est bénéfique à l'Afrique, justifiant ainsi toute aide, y compris celle affectée aux gouvernements. Mais il y a une tendance claire : l'argent affecté aux entrepreneurs et aux ONG aide alors que l'argent destiné aux gouvernements fait du mal.

Un regard sur l'histoire de l'Angleterre explique pourquoi l'argent venant de l'extérieur et donné aux gouvernements est préjudiciable. Au 13^{ème} siècle, après l'avènement des droits de propriété, le monarque a été contraint de convoquer un groupe de citoyens dans l'objectif de légitimer l'impôt. Le nom de ce groupe? Le Parlement. Au cours de plusieurs siècles, le Parlement a capitalisé sur les besoins financiers chroniques du monarque et s'est ainsi assuré que la couronne n'acquière pas une indépendance financière. Chaque fois qu'un monarque demandait au Parlement de voter une loi instituant une nouvelle taxe, le parlement acceptait à condition d'obtenir plus de liberté de la Couronne. Au fil du temps, le Parlement est devenu la branche la plus puissante du gouvernement. Avec le recul, les deux clés de la réussite en termes de croissance économique et démocratique de l'Angleterre étaient les suivantes: (a) le manque d'argent du monarque (et non pas de l'argent en quantités suffisantes) (b) l'absence d'aide de l'extérieur.

De même, en Afrique sub-saharienne aujourd'hui, l'occasion se présente de mettre en branle un véritable développement économique. Il ne se fera pas si on inonde les dirigeants africains avec l'argent de l'aide, mais plutôt en adoptant des moyens pratiques pour aider les citoyens de l'Afrique à prospérer. Accroître leur force et leur pouvoir de décision est le meilleur moyen pour éliminer les blocages au progrès à long terme.

Premièrement, les pays riches doivent être mis au défi de supprimer les barrières commerciales à l'encontre des pays africains et cela indépendamment des politiques commerciales africaines. Avec l'accès au marché mondial, les Africains attireraient automatiquement les investissements privés dans leur pays, en dépit de leurs faiblesses institutionnelles. Ces institutions deviendront plus



solides au fil du temps lorsque les entreprises auront commencé à fleurir. Les investissements privés, en capitalisant sur l'accès aux marchés mondiaux, auraient nécessairement recours au travail de l'Afrique à faible coût, créant ainsi des emplois. Ceci est en contraste frappant avec les entreprises d'extraction minière en Afrique, employant très peu de gens par rapport à leur taille.

Ensuite, les petits entrepreneurs doivent être aidés par des fonds de démarrage : \$ 10.000 à \$ 20.000 (contrairement à l'approche des méga-institutions qui tendent à orienter les milliards de dollars vers des bureaucraties d'État). Ces montants en espèces relativement faibles peuvent même être divisés en plusieurs tranches, dont chacune est fournie en vertu de certains critères de performance prédéterminés. Exactement comme ils le font partout ailleurs dans le monde, ces entrepreneurs créeraient des emplois, des produits, des services, et, ne l'oublions pas, davantage de choix. Ce sont précisément de tels emplois, de tels entrepreneurs, et de telles opportunités de choix qui forment le socle des démocraties épanouies.

Ce qui arrive naturellement lorsque les petits entrepreneurs sont aidés, c'est l'introduction de technologies permettant l'autonomisation des individus, un domaine où les connaissances de l'Occident peuvent évidemment représenter une valeur ajoutée. Ces technologies démultiplient les capacités des gens et apportent une *aide véritable* aux citoyens, directement. Une paire de roues, par exemple, fournit une aide précieuse pour déplacer de lourds blocs de briques.

Cette productivité accrue donne lieu à quatre avantages intéressants. Tout d'abord, lorsque les individus contrôlent ce qu'ils produisent et consomment, leur vie s'améliore. Deuxièmement, lorsque le poids économique des citoyens augmente, les institutions officielles sont contraintes de devenir plus sensibles à leurs besoins. Troisièmement, en devenant plus productifs, les utilisateurs sont alors en mesure de payer des outils de productivité, créant ainsi secondairement des opportunités à lancer de nouvelles entreprises fournissant de tels outils. C'est pourquoi les entreprises de vente d'ordinateurs et de téléphones cellulaires se sont naturellement développées en Afrique. Enfin, les entreprises rentables attirent les imitateurs, ouvrant ainsi la concurrence. La concurrence donne lieu à l'innovation, la spécialisation, l'évolutivité, la baisse des prix, des salaires plus élevés, et une foule d'autres aspects positifs, y compris le fait de restreindre les abus potentiels de certaines entreprises. C'est un cycle vertueux de croissance économique organique qui, comme une roue puissante, peut se déplacer sur tout le continent.

Nous devons également prendre des mesures concrètes visant à augmenter la construction d'infrastructures de santé en travaillant avec des groupes locaux. Imaginez si le président Bush avait promis, au nom des États-Unis, de donner 1 million de dollars à chaque groupe local (répondant à certains critères d'organisation et d'autonomie) qui peut arriver à lever 1 autre million de dollars de ses propres moyens. Avec seulement 1 milliard de dollars, mille cliniques pourraient surgir avec des racines réelles dans le sol, attirant peut-être dans leur pays d'origine des médecins africains partis dans les pays occidentaux. Ce n'est qu'un des nombreux types d'entreprises locales qui peuvent être efficacement encouragés.

Enfin, les pays développés peuvent aussi apporter une aide directe à l'Afrique par l'achat de produits africains. Si les pays riches veulent aider davantage l'Afrique, ils peuvent délivrer des bons d'achat à leurs propres citoyens pour encourager l'achat de produits africains dans les magasins occidentaux.

Le temps est venu pour nous d'arrêter de verser des milliards de dollars dans les bureaucraties. Au lieu de cela, nous devons activer le milliard de cerveaux en Afrique, dont chacun saura apprivoiser ces bureaucraties et faire du continent une puissance économique mondiale.

Iqbal Quadir Z. est le fondateur de GrameenPhone au Bangladesh, et fondateur et directeur exécutif du Centre *Legatum* pour le développement et de l'entrepreneuriat à l'Institut de Technologie du Massachusetts (MIT).



James Shikwati



PAS DU TOUT

Le problème en Afrique n'a jamais été le manque d'argent, mais plutôt l'incapacité à exploiter l'esprit africain. Imaginez un cultivateur de bananes dans un village rural d'Afrique avec un toit qui fuit et qui coûterait 100 \$ à réparer. Si quelqu'un achetait pour 100 \$ ses bananes, l'agriculteur aurait le pouvoir et le choix de déterminer si le toit qui fuit est sa priorité de dépense. D'autre part, si on lui donnait 100 \$ à titre de subvention ou de prêt pour réparer le toit, son choix serait limité à ce que le donateur voit comme une priorité. Sur 960 millions d'Africains dans 53 Etats, il y a les innovateurs et les entrepreneurs qui, s'ils sont récompensés par le marché, se pencheront sur les défis auxquels fait face le continent.

Si l'argent était la clé pour résoudre les problèmes, les banques enverraient des agents dans les rues pour fournir de l'argent aux personnes dans le besoin. Mais les banques ne peuvent offrir de l'argent qu'à des personnes qui ont réussi à traduire leurs problèmes en opportunités. Une aide britannique de 7 millions de \$ à 228 éleveurs de Samburu au Kenya en 2002 ne les a pas empêché de se transformer en pauvres en 2007. L'argent en soi est neutre. Des montants importants d'argent considérés comme du capital ont conduit les stratèges (qui dépeignent l'Afrique comme prise au piège dans un cycle de pauvreté) à plaider en faveur de flux massifs de capitaux comme le seul moyen de sortir de la pauvreté. Au contraire, voir l'argent comme le résultat d'une création de valeur, un effet résultant de l'échange entre différentes parties, offre une occasion de traduire les problèmes africains en opportunités.

Comme Lord Peter Bauer l'a très bien fait remarquer : « l'argent est le résultat de la réussite économique et non pas une condition préalable. » Comment les africains peuvent-ils s'engager dans des activités qui mèneront à la réussite économique? La clé est de transformer la mentalité des 50% de la population africaine de moins de 20 ans afin de transformer les problèmes de l'Afrique en opportunités. En Afrique aujourd'hui, il y a des occasions d'affaires pour nourrir 200 millions de personnes sous-alimentées, tuer des milliards de moustiques provoquant le paludisme qui menacent la vie d'environ 500 millions de personnes, et développer les infrastructures.

L'Afrique a un capital énorme sous forme de ressources naturelles qui comprennent le pétrole, l'énergie hydroélectrique, les diamants, l'uranium, l'or, le cobalt, 70% du coltan du monde et 34% de sa cassitérite. Le coltan et la cassitérite sont stratégiques dans la production de téléphones cellulaires, d'ordinateurs portables et autres produits électroniques. Si les Africains employaient le pouvoir de la raison, l'industrie mondiale des téléphones portables qui débite 25 téléphones cellulaires par seconde donnerait une énorme source de revenus pour les pays respectifs; élargissant ainsi leurs choix possibles.

Mettre l'accent sur l'esprit humain africain comme capital permettra de traduire les ressources en richesses, contribuant ainsi à résoudre les problèmes de l'Afrique. L'utilité et la valeur de l'argent ne seront générées que par des réponses rationnelles aux défis qui interpellent le continent à travers l'échange de produits et de services au niveau du village, au niveau national, continental et international.

James Shikwati est le fondateur et directeur du Inter Region Economic Network et chef de la direction de la revue *The African Executive business magazine*.



Professeur James Tooley



OUI

Mais seulement si l'argent vient sous forme d'investissement. L'Afrique n'a pas besoin d'une aide des gouvernements et des organismes internationaux. Au cours des 40 dernières années, l'aide aux pays en développement a atteint 2,6 billions de dollars, dont 25% ont été alloués à l'Afrique subsaharienne. Elle a notablement échoué à éliminer la pauvreté. La philanthropie ne devrait avoir qu'un rôle limité - pour les secours aux sinistrés - et assister les décideurs politiques à promouvoir la bonne gouvernance, l'état de droit et les droits de propriété. Ce dont l'Afrique a besoin pour surmonter ses problèmes est identique au besoin de n'importe quelle autre région ou pays: des entreprises florissantes qui fournissent des emplois et créent de la richesse.

Cela est vrai même dans mon domaine - l'éducation. Moins de 60% de la population adulte d'Afrique sub-saharienne peut lire et écrire correctement. Et pour 100 hommes, seulement 76 femmes sont alphabétisées.

Comme un feu qui fait rage, l'analphabétisme des adultes est alimenté par le manque de scolarité, ou l'enseignement de mauvaise qualité. Environ 40 millions d'enfants à l'âge du primaire en Afrique subsaharienne ne vont pas à l'école et dans la moitié des pays moins de 60% terminent le cycle complet d'éducation. Pourtant maintenir le cap dans la bataille n'est pas une bonne idée non plus. L'Organisation des Nations Unies a en effet récemment indiqué que, «... la plupart des enfants pauvres qui fréquentent l'école primaire dans le monde en développement apprennent scandaleusement peu. »

La réponse commune à ces problèmes est couramment d'appeler à des milliards de plus d'aide pour l'éducation publique. Les pauvres doivent « être patients », opinent les experts en développement, parce que l'éducation publique doit d'abord être réformée afin de la débarrasser de la corruption et de ses inefficiences.

Mais il y a une autre voie pour résoudre ce problème et elle est éclairée par quelques-uns des parents les plus pauvres sur la terre. Ces parents abandonnent l'école publique en masse pour envoyer leurs enfants dans des écoles privées à petit budget qui prélèvent des frais bas de quelques dollars par mois, coût abordable, même pour les familles vivant avec des salaires au seuil de pauvreté. Dans les bidonvilles de Lagos, au Nigeria, par exemple, ou dans les zones rurales pauvres aux environs d'Accra au Ghana ou encore dans le plus grand bidonville d'Afrique, Kibera au Kenya, la majorité des écoliers - jusqu'à 75% - sont inscrits dans des écoles privées.

Des recherches récentes ont montré que ces écoles privées à petit budget sont un niveau supérieur à celui des écoles publiques parce que les enseignants y sont plus assidus comme le prouvent les rapports de contrôle improvisés dans les salles de classe. Les installations sont souvent mieux équipées avec de l'eau potable et des toilettes et la réussite scolaire y est beaucoup plus élevée.

L'existence de ce secteur privé en plein essor révèle la manière dont des grosses sommes d'argent - en fait, même des petites sommes d'argent - pourraient aider à résoudre les problèmes de l'Afrique si cet argent était canalisé vers des investissements plutôt que sous forme d'aide. L'essentiel est de suivre l'exemple des parents pauvres. Ils ne veulent pas des écoles publiques où les enseignants ne se présentent pas ou, s'ils le font, n'enseignent pas. Ils veulent des écoles privées, où les enseignants sont responsables devant les parents par le biais du directeur de l'école.



Ce progrès entrepreneurial dans l'enseignement privé a ouvert une nouvelle frontière créative pour les investisseurs cherchant à contribuer à l'amélioration de la qualité de l'éducation en Afrique. *Orient Global* a créé son Fond Éducatif de 100 millions de dollars, qui investit dans des projets d'enseignement privé dans les pays en développement, y compris la recherche et le développement pour une chaîne d'écoles à bas coût ; *Opportunity International* vient d'annoncer son programme *Microschools of Opportunity* (microécole de l'opportunité) pour financer des prêts de quelques milliers de dollars ou moins, aux taux d'intérêt commerciaux, pour aider les entrepreneurs en éducation à construire des latrines, à rénover des salles de classe, ou acheter des terres. Dans le passé, les organismes d'aide ont littéralement jeté des milliards par les fenêtres pour essayer de faire en sorte que les écoles améliorent leurs programmes d'études ou d'enseignement. Ces interventions ne sont pas durables et s'effacent dès que les experts financés par des donateurs s'en vont. Vous retrouverez souvent les ordinateurs et les lecteurs vidéos fournis dans les maisons des chefs du gouvernement, pas à l'école.

Toutefois, les écoles privées opèrent sur des marchés fortement concurrentiels. Elles sont avides d'innovation si elles peuvent améliorer les normes et les parts de marché. Les investisseurs peuvent soutenir la recherche et le développement pour trouver ce qui fonctionne pour améliorer les résultats scolaires, puis monter des partenariats avec les entrepreneurs afin d'assurer que des méthodes efficaces soient mises sur le marché. Les problèmes de la durabilité et de l'évolutivité qui perturbent l'aide sont ainsi résolus.

Les investisseurs peuvent aller encore plus loin. Investir dans des labels de confiance permet aux pauvres de surmonter les asymétries d'information qui existent sur un marché. Pourquoi pas en matière d'éducation également? Déjà de petites marques embryonnaires apparaissent. Certains entrepreneurs en éducation ont quatre ou cinq écoles, et sont impatients de s'étendre encore. Les investisseurs pourraient aider les propriétaires, cherchant à s'étendre, à accéder au capital prêté, ou à créer un fonds d'investissement spécialisé dans l'éducation pour fournir du capital aux sociétés à responsabilité limitée pour faire tourner des chaînes d'écoles privées à petit budget. Les investisseurs pourraient s'engager dans une joint-venture avec des entrepreneurs en éducation locaux pour monter eux-mêmes une chaîne. Beaucoup d'écoles privées offrent déjà des bourses gratuites à certains des enfants les plus démunis, aidant à résoudre le problème de l'éducation des plus pauvres parmi les pauvres. Des recherches récentes ont montré que 5-10% des places sont fournies gratuitement dans les écoles privées, ainsi les autres écoles pourraient canaliser une partie de leurs excédents de places de la même manière.

L'éducation est souvent considérée comme un domaine clé où l'Afrique a besoin de large sommes d'argent de la part des gouvernements et des organismes internationaux pour résoudre ses problèmes. Ce n'est pas ce que l'expérience des pauvres en Afrique semble nous dire. Il est temps de les écouter.

Le professeur James Tooley est le président du Fonds Éducatif d'Orient Global.



Michael Fairbanks



C'EST CE QUE JE PENSAIS...

Mais plus maintenant. Il y a cette maxime éculée qui dit : Si vous détenez un marteau dans la main, tout problème ressemble à un clou. Qu'advient-il alors, quand tout ce que nous tenons dans nos mains est un carnet de chèques ? L'approche « chéquier » du développement suggère que les nations pauvres ne peuvent pas acquérir les compétences nécessaires pour résoudre leurs propres problèmes. Il y a, cependant, une exception notable.

Le président du Rwanda, Paul Kagamé, m'a appelé à son bureau pour l'aider à renforcer les capacités du secteur privé et améliorer la compétitivité des exportations. Je l'ai informé que la somme qu'il avait budgétisée ne permettrait pas réaliser à fois mon travail et d'assurer la formation des Rwandais. Il m'a raconté l'histoire : quand il eut enfin accumulé assez d'argent pour régler les arriérés de salaire de ses troupes qui se battaient pour mettre fin au génocide, il leur a demandé si, pour aider à mettre fin à la guerre plus rapidement, il pouvait utiliser l'argent pour acheter, à la place des hélicoptères. Pas un seul soldat ne s'y opposa.

Le Président Kagamé acheta les hélicoptères à des pays à la condition qu'ils fournissent également des pilotes. Il a ensuite persuadé les pilotes d'effectuer des missions en territoire ennemi, et, en même temps, de former les Rwandais au pilotage. Sa tactique, dans un pays sans routes et aux milles collines abrégée la guerre, et sauva des vies.

Chaque nation a besoin d'argent pour moderniser et améliorer la vie de ses citoyens, et c'est d'ailleurs positif quand une nation riche aide une nation pauvre après une catastrophe naturelle, ou pour répondre à un besoin humain fondamental. Mais, trop souvent, quand une nation aide une autre, cela est basé sur une injection massive de capital financier soumise à un changement des politiques monétaire, commerciale, d'investissement, budgétaire, sectorielle et salariale. Il s'agit souvent de bons conseils non dépourvus de compromission. La nation riche devient décisionnaire alors que la responsabilité de l'avenir d'une nation doit *toujours* rester entre les mains des citoyens de cette nation, et non celles de conseillers étrangers, et certainement pas celles de créanciers et de bailleurs de fonds.

Cette approche « chéquier » du développement confond compassion et générosité avec une sur-responsabilité pour ses êtres humains. Explicitement ou implicitement, le donneur leur dit comment faire fonctionner leur pays, et ce processus, sans le vouloir, peut priver les citoyens des pays émergents de leur bien les plus précieux - la dignité et l'autonomie.

Le Rwanda reçoit peu d'aide étrangère. Les dirigeants de la Banque mondiale m'avaient présenté avec plusieurs autres experts, au Président Kagamé et avaient promis de payer le coût de notre travail, mais ils avaient besoin de deux ans pour réaliser le programme, et le Rwanda ne pouvait pas attendre deux ans. Le Président Kagamé comprenait que la pauvreté détruisait les pierres angulaires de la société de son pays : la tolérance, la confiance, les aspirations et l'espoir. Il décida de payer nos salaires à partir du produit de son programme de privatisation, mais il a précisé que l'on commence immédiatement, et que nous devrions le rembourser si nous n'avions pas fait ce à quoi nous nous étions engagés. Il demanda en outre : « Je veux que vous soyez comme ceux qui pilotaient les avions et formaient les Rwandais ». J'ai demandé : « Voulez-vous que je vous aide à tuer l'ennemi, aussi? » Il a répondu : « Je veux que vous m'aidiez à tuer la pauvreté. » Le Rwanda n'a



pas d'argent, mais c'est une nation qui souhaite s'émanciper du fatalisme rampant souvent favorisé (mais de manière non intentionnelle) par des personnes dites bienveillantes. Son leadership a eu le courage de contester les hypothèses sous-jacentes de l'aide internationale, et cela a conduit à une croissance de près de 20% par an des salaires de subsistance dans ses principaux secteurs d'exportation. La responsabilité de son propre avenir repose entièrement sur les épaules des hommes et des femmes de son pays. Pas un seul rwandais n'objecte.

Michael Fairbanks est le co-fondateur de la OTF Group, et le SEVEN FUND, qui accorde des bourses pour les solutions d'entreprise à la pauvreté.



William Easterly



NON

En fait, après cinquante ans de tentatives et 600 milliards de dollars d'aide, avec une hausse presque nulle du niveau de vie en Afrique, je peux défendre la réponse « non » de manière assez claire. Les avocats de l'aide parlent des solutions peu coûteuses comme les sels de réhydratation orale à 10-cents qui permettrait de sauver un bébé mourant de maladies diarrhéiques, le médicament contre le paludisme à 12-cents qui sauve quelqu'un du paludisme ou les moustiquaires à 5 \$ qui les empêchent de contracter le paludisme en premier lieu. Pourtant, malgré l'afflux de l'argent de l'aide, deux millions de bébés sont encore morts de maladies diarrhéiques en 2009, plus d'un million sont encore morts du paludisme, et la plupart des victimes potentielles du paludisme ne dorment toujours pas sous des moustiquaires.

De toute évidence, l'argent seul ne résout pas les problèmes. Ce qu'il faut au contraire, ce sont des entrepreneurs dans le domaine économique, social et politique qui soient responsables, par exemple, de s'assurer que les médicaments arrivent aux victimes, plutôt que des slogans magnifiques sur les solutions administratives qui ne servent que de véhicules de publicité pour augmenter encore plus l'argent pour des bureaucraties inefficaces de l'aide. Les entrepreneurs seraient responsables des résultats, contrairement aux bureaucrates de l'aide et les politiciens des pays riches qui font des promesses dont personne ne les tient pour responsables.

Quant à faciliter le développement en Afrique, la libre entreprise est le véhicule qui a fait ses preuves pour échapper à la pauvreté partout ailleurs (voir la Chine et l'Inde plus récemment) et il est tout simplement condescendant de prétendre que cela ne fonctionnera pas en Afrique. L'espoir de l'Afrique vient davantage de quelqu'un qui, comme l'homme d'affaires Aliou Conteh, a commencé une entreprise à succès de téléphone cellulaire en République démocratique du Congo dans le chaos de la guerre civile, que de célébrités défendant l'aide comme Bono.

William Easterly est professeur d'économie à l'Université de New York, conjointement avec Africa House, et co-directeur de l'Institut de recherches pour le développement à NYU. Il est également membre non-résident du Center for Global Development à Washington, DC.

JOHN TEMPLETON FOUNDATION
SUPPORTING SCIENCE ~ INVESTING IN THE BIG QUESTIONS

Traduit de l'anglais à partir de : <http://www.templeton.org/africa/>



www.UnMondeLibre.org
